



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

22/20/2019

Présidentielle 2020 et stabilité de la Côte d'Ivoire/ Ouattara depuis Londres

«Le gouvernement est à la tâche pour une élection démocratique et apaisée» ^{P2}

Prévention et gestion des conflits

Les femmes leaders vont jouer un rôle déterminant ^{P4}

Marché financier régional

1620 milliards de FCfa de ressources levées en 2019 ^{P6}

Réhabilitation de la route Thomasset-Agboville

Amedé Kouakou : « Tout avance bien » ^{P7}

Présidentielle 2020 et stabilité de la Côte d'Ivoire/ Ouattara depuis Londres

«Le gouvernement est à la tâche pour une élection démocratique et apaisée»

Le Chef de l'État était, hier, l'invité du Chatham House, un think tank, c'est-à-dire un groupe de réflexion du Royaume-Uni. Il s'est prononcé sur l'élection présidentielle de 2020 et la stabilité en Côte d'Ivoire.

Le Président de la République, Alassane Ouattara, concernant la présidentielle d'octobre 2020, a, encore une fois, rassuré. Cette fois-ci, depuis Londres. "L'élection sera apaisée". C'était au cours d'une conférence qui avait pour thème "Élection en Côte d'Ivoire, assurer la stabilité et l'inclusion". Invité de la Chatham house, prestigieux think tank britannique, le Président Ouattara a expliqué à son auditoire que tout est mis en place pour que la présidentielle d'octobre ait lieu dans d'excellentes conditions, dans un environnement apaisé. Sur le plan institutionnel, il a fait savoir que la Commission électorale indépendante, chargée de l'organisation des élections en Côte d'Ivoire, a été revue pour

tenir compte des recommandations de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Cadhp). Sur la question de la Cei, le Chef de l'État a rappelé qu'en 2012, avec l'aide du National institut démocratique, le gouvernement et les partis de l'opposition se sont accordés sur une nomenclature de la Cei. C'est elle qui a organisé la présidentielle de 2015 qui s'est déroulée dans de très bonnes conditions, "sans heurts". Elle a aussi organisé les législatives en 2016 et le référendum sur la Constitution la même année. Elle a également organisé les municipales et régionales en 2018 ainsi que les sénatoriales. Malgré cela, il a enclenché le processus de sa modification. Ce qui est maintenant chose faite. Pour lui, l'élection sera



Le Président Ouattara a convaincu son auditoire, hier à Londres. (PH: LA PRÉSIDENTENCE)

apaisée parce que "la Cei actuelle a demandé l'assistance des Nations unies, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif). La Côte d'Ivoire n'a rien à cacher". Le Président Ouattara a aussi fait savoir que les discussions sont en cours avec les partis de l'opposition pour la modification du code électoral. "Les discussions seront

achevées dans le mois de février", a-t-il affirmé.

Paix et sécurité en Côte d'Ivoire

L'élection sera apaisée, a poursuivi le Chef de l'État, parce que toutes les disposi-

tions sécuritaires sont prises. Il a indiqué à l'auditoire que la "Côte d'Ivoire a aujourd'hui le même indice sécuritaire que Londres". Pour lui, il n'y a pas d'inquiétude puisque le pays n'est plus dans le schéma de 2010. "L'armée a été réunifiée, elle est aujourd'hui républicaine. Il n'y a plus de miliciens". Pour lui, c'est en raison de cette embellie sécuritaire que les Nations unies ont décidé du retrait des Casques bleus en 2016. À propos des Nations unies, il a rappelé que la Côte d'Ivoire a été élue et a siégé au Conseil de sécurité de l'Onu de 2018 à 2019, comme membre non permanent, pour partager son expérience de sortie de crise et montrer ainsi la voie à tous les pays où se trouvent encore les Casques bleus.

L'élection se passera bien, selon le Président Ouattara, parce que la Côte d'Ivoire s'est dotée d'une nouvelle Constitution impersonnelle, loin de celle tripatouillée après le décès de Félix Houphouët-Boigny. "Nous avons voulu d'une nouvelle Constitution qui rassemble tous les Ivoiriens et qui leur donne les mêmes chances", a-t-il fait savoir. Il dit à son auditoire

Suite page 3

Les précisions du Chef de l'État sur l'Eco

Hier, à la Chatham House, le Président Ouattara a tenu à faire des précisions sur la création de la nouvelle monnaie, l'Eco. Il a précisé que cette monnaie n'est pas une décision de la France, mais bien une décision africaine. C'est avec l'assentiment des Présidents des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine avec qui il a échangé à Abuja, au Nigeria, qu'il a annoncé, en décembre, à Abidjan, lors de la visite officielle du Chef de l'État français, Emmanuel Macron, la réforme du Franc Cfa avec les trois changements majeurs: le changement du nom de la monnaie, de Franc Cfa à Eco; l'arrêt de la centralisation des réserves de changes au Trésor français et la fermeture du compte d'opérations; le retrait des représentants de la France de tous les organes de décision et de gestion de l'Uemoa. Les devises logées au Trésor de France devraient être transférées à la Banque centrale des pays membres de l'Uemoa qui en disposera pour le

bien des populations de cette communauté économique régionale. Quant à l'arrimage à l'Euro, le Président Ouattara a fait savoir qu'il se fait en fonction du commerce que l'on opère avec la monnaie à laquelle l'on est arrimée. Les pays de l'Uemoa sont, pour la plupart, en commerce avec l'Europe qui a pour monnaie l'Euro. Il va sans dire que l'arrimage à l'Euro facilitera les échanges. Il a pris ici l'exemple de l'Arabie saoudite. La monnaie ce grand pays pétrolier, qui exporte vers les États-Unis, est arrimée au dollar américain. Selon lui, c'est aussi une manière de maîtriser le taux d'inflation. Mais ce n'est pas une décision figée. Au fur et à mesure que les pays adhéreront à l'Eco, l'on pourrait revoir l'arrimage et, pourquoi pas, a-t-il dit, s'arrimer à l'Euro et au dollar. Sur la mise en circulation de la nouvelle monnaie, il a rappelé qu'il a fallu trois ans pour matérialiser la mise en circulation de l'Euro. "Nous allons aller pas à pas, avec prudence", a-t-il dit ■

ÉTIENNE ABOUA

apaisée parce que "la Cei actuelle a demandé l'assistance des Nations unies, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), de l'Organisation internationale de la Franco-

La Banque mondiale salue les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire

Le Président de la République Alassane Ouattara a reçu, hier à Londres, le président de la Banque mondiale, David Malpass. Qui l'a félicité et a salué les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire. David Malpass a réaffirmé le soutien de la Banque mondiale à la Côte d'Ivoire et annoncé notamment un appui plus accru à l'éducation, au secteur de l'énergie et à la promotion de la femme. Il a également indiqué que l'institution poursuivra sa collaboration avec le secteur privé. Le Chef de l'État s'est dit heureux de recevoir le président de la Banque mondiale. "C'est toujours un honneur pour



David Malpass, le président de la Banque mondiale a été reçu hier par le Chef de l'État. (PH: PRÉSIDENTENCE)

moi de recevoir le président de la Banque mondiale, surtout qu'il nous a annoncé de bonnes nouvelles. Nous

avons insisté sur le fait que nous allons travailler à améliorer la digitalisation. Il faut améliorer l'inclusion finan-

cière et, bien sûr, le financement de projets sociaux. Le président de la Banque mondiale est un homme bien connu. Il a été patron du Trésor américain. Nous l'avons rencontré en son temps, quand nous étions à Washington. La Banque mondiale est en de bonnes mains et il s'occupera bien de la Côte d'Ivoire", a-t-il dit. On notait, au cours de cette audience, la présence des responsables de la Société financière internationale (Sfi) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (Miga) qui contribuent au financement de l'économie ivoirienne ■

E.A

Mercredi 22 janvier 2020

Suite de la page 2

que la nouvelle Loi fondamentale a été adoptée. Cette loi consensuelle, a-t-il déclaré, garantit l'État de droit, le droit des opposants, la parité homme-femme et toutes les libertés, comme les Constitutions des grandes nations démocratiques, notamment la Grande-Bretagne. Elle est aussi, a-t-il assuré, source de stabilité et de paix.

Parlant des spécificités de la Constitution, il a évoqué la création du poste de vice-Président qui garantit la continuité de l'exécution du programme du Président élu, au cas où il aurait un empêchement; la création du Sénat dans le pouvoir législatif qui tient compte des spécificités des collectivités décentralisées. Il a aussi parlé de la création de la Chambre des rois et chefs traditionnels comme au Ghana, pour un règlement non juridictionnel de certains conflits. Il a aussi mentionné la réorganisation du pouvoir judiciaire avec une Cour suprême qui comprend une Cour de cassation et un Conseil d'État. Et a renseigné sur la Cour des comptes.

Embellie économique

Aujourd'hui, a-t-il soutenu, "la Côte d'Ivoire se porte bien". Ce n'était pas le cas, a-t-il fait savoir, lorsqu'il arrivait au pouvoir en 2011. "C'est un pays en lambeaux que nous avons trouvé", a-t-il ajouté. Mais à force de travail, a-t-il souligné, la Côte d'Ivoire a un taux de croissance en moyenne de 8% par an depuis 2012. Elle fait partie des dix pays au monde qui ont les plus forts taux de croissance. En neuf ans, a-t-il révélé, le Produit intérieur brut a doublé. Au dire du Chef de l'État, il n'y a que la Corée et la Chine qui ont réussi ce résultat. Pour lui, toutes ces prouesses ont été réalisées parce que les Ivoiriens ne se sont pas laissés gagner par le découragement après la crise post-électorale. Les nombreuses réformes engagées dans tous les domaines ont permis à la Côte d'Ivoire, à en croire le Chef de l'État, de sortir des sentiers battus. A cette rencontre, il a reçu le soutien du Président ghanéen, Nana Akufo-Addo. Le Président Ouattara était déjà, en juillet 2012, l'hôte du Chatham House. Après ces échanges, il s'est rendu au Royal african society pour parler du développement de la Côte d'Ivoire ■

ÉTIENNE ABOUA,
envoyé spécial à Londres.

Le discours du Président Alassane Ouattara à Chatham House

Monsieur le Président de la République du Ghana, Cher Frère, Cher Ami, Mesdames, Messieurs, Chers Participants,

Je suis très heureux d'être parmi vous ce matin, huit années après mon premier passage ici, en juillet 2012.

Je voudrais saluer la présence de mon Ami et Frère, le Président Nana AKUFO ADDO, Président de la République du Ghana, qui nous fait l'amitié de venir assister à cette Conférence. Nana, merci pour ta présence.

Président Bob DEWAR, je voudrais vous remercier pour l'accueil chaleureux que vous et vos collègues, me réservez à chacun de mes passages dans cette prestigieuse Institution qu'est Chatham House. Merci de m'accueillir parmi vous ce jour.

Mesdames et Messieurs,

En 2012, lors de mon passage ici, la Côte d'Ivoire était en pleine reconstruction, après plusieurs années de crises socio-politiques et une grave crise post-électorale en 2011. Je vous avais, ici même, présenté les grands axes de développement de l'Afrique en général et de l'Afrique de l'ouest en particulier, avec un focus sur le cas de la Côte d'Ivoire et ses perspectives de développement.

Huit années après, je suis heureux de vous dire que la Côte d'Ivoire se porte bien ! Oui, le pays a renoué avec la stabilité et la prospérité. Depuis 2012, la Côte d'Ivoire, avec un taux de croissance moyen de 8% par an, est aujourd'hui l'une des économies les plus dynamiques en Afrique et dans le monde.

Ce résultat est le fruit de huit années d'efforts constants du Gouvernement à travers d'importantes réformes institutionnelles et sectorielles, avec en ligne de mire la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, la mise en place d'Institutions fortes, l'assainissement du climat des affaires pour une meilleure attractivité de l'économie, l'élaboration et l'exécution de deux Plans Nationaux de Développement qui ont permis de réaliser des bons impressionnants dans tous les secteurs économiques et sociaux.

Ces réformes et ces performances ont également permis à la Côte d'Ivoire de gagner 55 places dans le classement Doing Business de la Banque Mondiale entre 2012 et 2018 ainsi qu'au classement de l'indice Mo Ibrahim de la bonne gouvernance en Afrique où la Côte d'Ivoire est passée de la 41ème place en 2008 à la



Le Chef de l'État a livré un important message dans le cadre de la rencontre entre les dirigeants africains et le Royaume-Uni. (PH: PRÉSIDENTE)

22ème place en 2018.

Mesdames, Messieurs,

Je me félicite du choix du thème de cette Conférence : « Élections en Côte d'Ivoire en 2020 : assurer la stabilité et l'inclusion », d'autant plus que l'année 2020 revêt une grande importance pour notre pays en raison des échéances de l'élection présidentielle du mois d'octobre. Le Gouvernement est à la tâche afin que cette élection soit démocratique et apaisée. Cette volonté s'est traduite notamment par la mise en place d'Institutions fortes et crédibles. Mais avant de développer davantage ce point, je voudrais indiquer que la Loi fondamentale ivoirienne a été, dans un passé récent, à l'origine des nombreuses crises qu'a connues la Côte d'Ivoire, avec l'instrumentalisation de certaines de ses dispositions. Cette instrumentalisation a contribué à créer une fracture sociale ; une grande partie de la population se sentant marginalisée et même exclue.

A cet égard, il convient de rappeler que la première Constitution de 1960 de la Côte d'Ivoire, avait jeté les bases d'un État moderne en prévoyant le multipartisme et retenu des critères simples d'éligibilité à la Présidence.

Cette Constitution a assuré au pays, pendant une longue période, un progrès économique, une stabilité politique et une cohésion sociale. La révision constitutionnelle de 1998 et l'adoption de certaines dispositions confisquées dans la nouvelle Constitution adoptée en 2000, ont malheureusement plongé la Côte d'Ivoire dans une décennie de crises graves.

Pour rompre définitivement avec ces crises, les Ivoiriens ont adopté à près de 94%

le 08 novembre 2016, une Constitution moderne, impersonnelle, démocratique, consensuelle, fédératrice et qui propose de nouvelles Institutions. Elle réaffirme l'attachement à la légalité constitutionnelle et aux Institutions démocratiques et fait la promotion de la bonne gouvernance. Elle préserve et renforce l'État de droit, les droits, les libertés et les devoirs.

La Constitution de la 3ème République garantit notamment le droit d'opposition démocratique, la promotion des droits politiques de la femme ou encore la parité entre les hommes et les femmes. Ce sont ces libertés mais aussi ces droits et devoirs qui vont assurer, comme dans les grandes démocraties telles qu'ici au Royaume-Uni, la stabilité et la paix pour les générations à venir.

Ces libertés, droits et devoirs s'exerceront à travers la consolidation des Institutions existantes et les nouvelles telles que : la Chambre Nationale des Rois et Chefs Traditionnels, chargée de la valorisation des us et coutumes, de la promotion des idéaux de paix, de développement et de cohésion sociale et du règlement non juridictionnel des conflits dans les villages et entre les communautés. Son action quotidienne de sensibilisation et d'éducation des populations participent au maintien d'un climat apaisé, notamment en période électorale.

Ces libertés, droits et devoirs s'expriment désormais à travers le Sénat qui permet une plus large participation politique notamment par l'intermédiaire des Collectivités locales. Enfin, ces libertés, droits et devoirs sont garantis par une réorganisation institutionnelle

du pouvoir judiciaire, en réaffirmant et renforçant son indépendance.

Mesdames, Messieurs,

En vue d'organiser des élections ouvertes, transparentes et apaisées, le Gouvernement de Côte d'Ivoire, conformément aux recommandations de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, a initié une série de rencontres et de discussions avec les partis politiques et la Société civile en vue de réexaminer la composition de la Commission Electorale Indépendante. Désormais, la Société civile y est largement représentée et compte plus de membres que les partis et groupements politiques. À travers cette composition de la Commission Electorale Indépendante, la Côte d'Ivoire a démontré qu'elle est une Nation démocratique, attachée à l'état de droit et respectueuse de ses engagements internationaux. Dans le cadre des préparatifs du scrutin, le Gouvernement a entamé, au cours de ce mois de janvier, des discussions avec les partis politiques et la Société civile, en vue de doter le pays d'un Code électoral, instrument indispensable au processus électoral.

En outre, l'opération d'enrôlement a été lancée afin de permettre aux Ivoiriennes et aux Ivoiriens de disposer de toutes les pièces administratives nécessaires à leur participation au vote. Enfin, à la demande de la Commission Electorale Indépendante (CEI), l'assistance électorale des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de la CE-DEAO, a été sollicitée.

Ces Organisations seront donc invitées à observer le processus électoral. Au plan de la sécurité, je vou-

drais souligner que la réforme du secteur de la sécurité, initiée en 2012, l'adoption de la Loi de Programmation Militaire et de la Loi de Programmation relative à la sécurité intérieure, ont permis d'équiper, de former et de restructurer avec l'assistance de pays amis, nos Forces de Défense et de Sécurité.

Ainsi, la Côte d'Ivoire dispose désormais de Forces plus professionnelles, plus disciplinées et plus républicaines que par le passé. Ce sont, au demeurant, ces progrès qui ont conduit les Nations Unies à solliciter la contribution des Forces ivoiriennes dans plusieurs opérations de maintien de la paix.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs, Pour terminer, je voudrais indiquer que la paix, la stabilité, la modernisation de notre pays et la cohésion sociale auxquelles nous sommes parvenus, sont désormais irréversibles. Le Gouvernement continuera de travailler pour consolider les acquis démocratiques de ces dernières années.

La gestion rigoureuse de l'économie et les Institutions fortes et crédibles dont dispose désormais la Côte d'Ivoire contribueront, sur de longues années, au bien-être de nos concitoyens, à la cohésion nationale, tout en attirant les investissements, notamment étrangers pour une croissance économique forte, soutenue et inclusive.

Je suis donc déterminé à faire respecter le fonctionnement normal des Institutions de la République afin que nos concitoyens fassent confiance à nos Institutions.

Je vous remercie.

Prévention et gestion des conflits

Les femmes leaders vont jouer un rôle déterminant

Pendant quatre jours, elles vont acquérir des compétences pour contribuer, dans leurs zones respectives, à garantir un climat social apaisé, à l'approche des élections de 2020.

Une cinquantaine de femmes leaders en milieu rural bénéficient depuis le 20 janvier, à l'hôtel Hannieh de Yamoussoukro, d'une formation sur les techniques de médiation et de négociation, à l'effet de prévenir et de gérer les conflits. L'initiative est de Euphrasie Kouassi Yao, conseillère spéciale du président de la République, chargée du Genre. Selon elle, au moment où la Côte d'Ivoire rentre dans un cycle électoral en cette année 2020, il apparaît judicieux de renforcer la résilience des communautés et particulièrement des femmes, pour prévenir d'éventuelles tensions intercommunautaires. En tant que vecteurs naturels de paix au sein des communautés, ces femmes leaders en milieu rural devront appuyer les chefs traditionnels, garants de la cohésion sociale. Dans l'optique donc d'une complémentarité et d'une



Les différentes couches sociales se mobilisent pour une issue apaisée des prochaines élections. (PH: N'DRI CELESTIN)

diversification des mécanismes de résolution des conflits au niveau local, ces femmes vont également jouer un rôle dans la prévention, la médiation et la gestion des conflits. Il s'agit, en cette année sensible, d'évi-

ter les affrontements comme celui que Beoumi a vécu en mai 2019 et qui ont engendré 17 morts. Cette formation qui bénéficie de l'appui du système des Nations unies, à travers sa conseillère paix et déve-

loppement, Grâce Fifatin Kpohazoundé, et du soutien technique de l'Institut Clingendael, va permettre à ces femmes leaders de contribuer efficacement à un contexte pré-électoral apaisé. « Nous sommes en

2020, période pré-électorale qui nécessite plus que jamais l'unité dans la diversité et la consolidation de la paix, pour que prospère le vivre-ensemble tant souhaité par SEM Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire. Chacune de nous devrait, par sa conviction et sa position sociale, agir pour permettre à notre beau pays de continuer à assurer avec fierté, sérénité et détermination, sa position de leader et de locomotive dans la sous-région », a souligné Euphrasie Yao aux femmes. Dr Augustin Thiam, gouverneur du district autonome de Yamoussoukro, qui a ouvert cet atelier de formation, a souligné le rôle hautement stratégique que jouent les

femmes, en tant que conseillères des hommes, dans les situations décisives. Il a exhorté les participantes à prendre leur part de responsabilité dans la gestion de la discorde née entre les présidents Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo. Il s'agit, a-t-il conseillé, d'aller, à 3000, voire plus, rencontrer successivement ces gouvernants pour leur parler afin que la Côte d'Ivoire retrouve la paix. « Je vous invite à de fructueux échanges afin de tirer profit de cette formation », a souhaité, pour sa part, Grâce Fifatin. Cette formation prend fin ce 23 janvier. ■
N'DRI CELESTIN

Présidentielle 2020

Les 31 présidents des commissions régionales formés

Outiller les présidents des 31 commissions régionales des droits de l'homme pour leur permettre de mieux défendre, protéger et surveiller les droits de l'homme dans le contexte purement électoral. C'est le sens de l'atelier qui a démarré hier et qui se tiendra jusqu'au 23 janvier, à Cocody-Angré. « Au regard des communications et des échanges qui suivront, je voudrais vous demander de porter un regard attentif sur les normes et techniques à respecter pour assurer une meilleure surveillance des prochains processus électoraux », a exhorté la présidente du Conseil national des droits de l'homme (Cndh), Namizata Sangaré, dans son allocution, au cours de la cérémonie d'ouverture. Au nom des partenaires, Abdoulaye Seye, officier des droits de l'homme au Bureau régional Afrique de l'Ouest des droits de l'homme (Brau-



Namizata Sangaré, présidente du Conseil national des droits de l'homme. (PH: DR)

dh) à Dakar (Sénégal), a demandé aux participants de s'approprier les textes et instruments nationaux et les instruments internationaux, dans l'optique de réussir leurs missions. A noter qu'en plus du Braodh, cette rencontre initiée par le Cndh reçoit aussi l'appui technique et financier du Pnud et du Fonds des Nations Unies pour la Paix. Le représentant du Bureau

régional ouest-africain des droits de l'homme a, en outre, invité les participants à prendre la pleine mesure de leur rôle de protecteur et de promoteur des droits de l'homme pour jouer pleinement leur partition dans le monitoring et la surveillance du processus électoral à venir. Au cours des trois jours de formation, les participants seront instruits sur des thé-

matiques qui portent sur « les généralités sur les techniques de surveillance des droits de l'homme, les spécificités de la surveillance des droits de l'homme, et l'élaboration sur la grille de surveillance des droits de l'homme dans le contexte électoral ». C'est tout naturellement qu'à la fin de l'atelier, les participants soient aguerris aux normes et standards des droits de l'homme, dans le contexte électoral ou référendaire. Mais aussi, capables de cerner proprement les principes, les écueils et dilemmes en matière de surveillance des droits de l'homme. Ils pourront également améliorer « la préparation, la conduite et les techniques des entretiens ». Et enfin, intégrer la dimension genre dans les violations des droits de l'homme ■

MARCEL APPENA
Infos: Sercom Cndh

Le préfet d'Abidjan invite les jeunes à se détourner de la haine

La Jeune chambre internationale (JCI) de Côte d'Ivoire a effectué sa rentrée solennelle nationale marquant officiellement le début de la mandature 2020 le 18 janvier, à la salle Kodjo Ebouclé du palais de la culture Bernard Dadié de Treichville. Prestation de serment des officiers nationaux, une communication sur « la jeunesse ivoirienne face aux défis des élections apaisées en 2020 », signature de conventions avec des partenaires et des récompenses, ont constitué les temps forts de cette cérémonie qui a réuni l'ensemble des Jaycee de Côte d'Ivoire avec à leur tête, le président exécutif national, Flé Donal. A cette occasion, le président de la cérémonie et conférencier, le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi Irié, a mis l'accent sur la responsabilité de la jeunesse avant, pendant et après des élections. « Les élections, c'est une action commune où chacun doit jouer sa partition pour impacter positivement le processus. Il est important que les jeunes s'impliquent à tous les niveaux de manière positive. Evitez surtout d'utiliser les réseaux sociaux comme un canal pour attiser la haine, par des injures ou des propos violents qui peuvent mettre en péril la co-

hésion sociale », a expliqué le conférencier. Avant d'ajouter : « Quand les élections sont mal organisées, votre avenir est menacé. Jouez votre rôle avec responsabilité en prononçant des discours d'amour, de paix et en posant des actes citoyens ». Avant lui, Flé Donald a exprimé sa joie et sa reconnaissance aux aînés (past-présidents) pour avoir tracé les sillons qui permettent aux jeunes de poursuivre l'œuvre de la JCI. « Notre mandat est axé sur la promotion du civisme et de la citoyenneté active en sensibilisant pour un climat apaisé, avant et après les élections ainsi que l'autonomisation des jeunes à travers une conférence économique dans le mois de juillet », a-t-il dit. La présidente du Sénat de la JCI de Côte d'Ivoire, Kpan Manou Françoise, et le président de la conférence des past-présidents nationaux, Yao Kouakou Ronsard, ont chacun encouragé le bureau exécutif national 2020 à traduire dans les faits l'ambition de la Jci. Ils ont, par ailleurs, invité la jeune génération à copier sur les anciens qui ont donné une notoriété à l'institution. Créée en 1963, la Jci Côte d'Ivoire revendique plus de 1500 membres ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Africa Santé Expo La France, invitée d'honneur de la 3^e édition en avril

L'événement a été lancé, vendredi dernier, à la résidence de l'ambassadeur de la République de France en Côte d'Ivoire à Cocody.



Plusieurs personnalités étaient aux côtés d'Aka Aouélé pour le lancement de la grande semaine du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique qui attend plus de 15 000 visiteurs. (PH: DR)

Santé, beauté et bien-être : des solutions nouvelles adaptées à l'Afrique ». C'est le thème de la 3^e édition du salon Africa Santé Expo qui se tiendra du 1^{er} au 3^e avril, à l'Hôtel Ivoire. Le lancement officiel de l'événement a eu lieu vendredi, à la résidence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, en présence du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène

Aka Aouélé. Aka Aouélé, qui avait à ses côtés les ministres des Sports, Paulin Danho, et de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, a souligné l'intérêt que porte le gouvernement ivoirien à l'organisation d'« Africa Santé Expo en Côte d'Ivoire. « Nous voulons un salon à la dimension du Sara (Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan : ndr) dans le domaine de la santé

», a indiqué le ministre de la Santé. Qui a promis l'appui et l'implication de son département pour la réussite de l'événement qui attend plus de 15 000 visiteurs. L'autorité ivoirienne s'est réjouie du choix de la France comme pays à l'honneur de l'édition 2020 d'« Africa Santé Expo. Une occasion, note-t-il, pour participants et visiteurs de s'imprégner de l'expertise française dans le domaine sanitaire et de tisser des liens

avec des entreprises médicales et pharmaceutiques du pays. La promotrice d'« Africa Santé expo, Linda Bouboutou Kaboré, a fait savoir que l'événement réunira plus de 300 experts nationaux et internationaux des questions de santé de 40 pays. Il y aura 300 stands d'exposition et d'animation, plus de 100 conférences dans les domaines de la pharmacie, de la médecine, de l'e-santé, de la beauté et du bien-être, de la botanique, etc. Des séances de dépistage et de consultation gratuite seront également organisées au profit de 3000 patients pour les affections chroniques, telles que le diabète, l'hépatite virale, l'hypertension artérielle et le cancer du col de l'utérus. On aura, par ailleurs, des opérations de don de sang. L'hôte de la cérémonie, Gilles Huberson, a salué l'honneur fait à la France d'être choisie comme pays « phare » de la 3^e édition d'« Africa Santé Expo. Il a rassuré sur la présence massive d'entreprises pharmaceutiques et médicales françaises à l'événement ■

GERMAIN GABO

Médecine traditionnelle Des praticiens formés en ethnomédecine chinoise



Dr Kroa Ehoulé, directeur coordinateur du Programme national de promotion de la médecine traditionnelle (Pnmpmt), a fait l'état des lieux de cette médecine en Côte d'Ivoire. (PH: DR)

J'ai été contacté par l'Association pour la sauvegarde et la promotion de la pensée d'« El Hadj-Boubakar Gamby Sakho pour parler de la médecine chinoise en Côte d'Ivoire. Elle est très ancienne (trois mille ans d'existence) et pourrait contribuer à la revalorisation de la médecine traditionnelle africaine ». C'est la principale raison donnée par Patrick Shan, président de l'Ong Humanitrad France, pour justifier l'organisation de la formation en ethnomédecine chinoise (médecine relative aux méthodes ancestrales et traditionnelles utilisées par certaines ethnies), le 20 janvier, à Marcoray Injls. Pendant deux semaines, son équipe et lui, venus spécialement de la France et du Bénin, seront chargés de présenter, partager les avantages de la médecine traditionnelle chinoise aux acteurs de la médecine traditionnelle en Côte d'Ivoire. « L'avantage de la médecine chinoise, c'est qu'elle repose sur la nature et ne nuit pas. Elle pose un diagnostic, avant de proposer un traitement », a-t-il expliqué. Comme lui, Catherine Zanoia Castek, psychiatre établie en France et formatrice en ethnomédecine, ne dit pas autre chose. « J'ai étudié la médecine chinoise pendant une vingtaine d'années et son efficacité n'est plus à démontrer », a-t-elle témoigné. L'importance de cette forma-

tion a aussi été reconnue par Dr Kroa Ehoulé, directeur coordinateur du Programme national de promotion de la médecine traditionnelle (Pnmpmt), médecin-chercheur. Selon lui, l'objectif est d'attirer l'attention des praticiens de la médecine traditionnelle sur la nécessité de transmettre, d'écrire ou de faire écrire ce qu'ils ont comme histoire, en ce qui concerne leur traitement.

« La médecine africaine est une médecine orale, elle n'est pas écrite. Il y a eu certes des écrits, mais le mode de transmission de certaines pratiques n'a pas été documenté pour que nous puissions les transmettre de génération en génération. Alors qu'en médecine traditionnelle chinoise, les bases diagnostiques, les fondements... tout est documenté. Ces bonnes pratiques, telles qu'enseignées en Chine, nous pouvons les enseigner en médecine traditionnelle moderne. Nous devons pouvoir documenter les savoirs des praticiens de médecine traditionnelle », a-t-il encouragé.

Trois grands chapitres seront enseignés au cours de cette formation. « Connaissances fondamentales liées à l'ethnomédecine chinoise », « Pratique du diagnostic en ethnomédecine chinoise », « Apprentissage de l'acupuncture et des méthodes associées (moxas, ventouses, saignées, massage) ■

ISABELLE SOMIAN

Treichville

Sorho Gozan investi président de la jeunesse communale

Le ministre de la Ville, François Albert Amichia, maire de Treichville, a investi, samedi, Sorho Gozan Seydou président de la jeunesse communale. C'était à l'occasion d'une cérémonie qui a eu pour cadre le Rond-point de la Rue 12, en présence des conseillers municipaux, du président de la Fédération nationale des unions de jeunes communales (Fenujedi), Gaoussou Goh Diabaté, et des 48 présidents de quartier de la commune.

« Cher Sorho Gozan, félicitations pour votre investiture et surtout pour l'engagement pris devant le président national de la Fenujedi et le conseil municipal. Nous prenons bonne note de votre volonté de jouer votre rôle d'acteur de développement de la commune. Vous pouvez compter sur la municipalité pour me-



François Amichia a promis l'appui de la municipalité aux activités de la section Treichville de la Fenujedi. (PH: DR)

ner à bien votre mission », a dit François Amichia au dirigeant des jeunes de sa commune. Il a fait savoir que pour marquer son appui à l'organisation locale, les autorités municipales ont décidé de doubler la subvention de 10 millions à 20 millions de FCfa.

A propos du Programme social de gouvernement (Ps-Gouv) dont un des pans porte sur le financement des projets jeunes, le maire a encouragé ceux de sa commune à postuler à tous les programmes du ministère de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi

des jeunes.

Sorho Gozan a, à son tour, exprimé sa gratitude au parain Amichia pour sa présence et ses conseils avisés. Il a promis « d'être à la hauteur de sa mission et d'œuvrer à l'avènement d'une jeunesse responsable, entreprenante et solidaire ». Gaoussou Goh Diabaté a, quant à lui, exhorté le nouveau président à être à la hauteur de la confiance placée en lui. « La jeunesse communale n'est pas un syndicat qui a pour vocation de s'opposer au maire. Elle a plutôt pour mission d'aider ce dernier à réaliser son programme en faveur de la jeunesse. Elle doit travailler en bonne intelligence avec la municipalité et lui faire des propositions en vue d'améliorer les conditions des jeunes » a-t-il rappelé ■

G. GABO
INOFS : SERCOM

Marché financier régional 1620 milliards de FCfa de ressources levées en 2019

Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (Crepmf) a dressé hier son bilan au titre de l'année 2019, à l'hôtel Tiama.

Le marché financier régional a obtenu d'excellents résultats au cours de l'année écoulée. Une trentaine de dossiers d'opérations financières ont été enregistrés pour un volume total de 1 620 milliards de FCfa de ressources levées contre 1044 en 2018, soit une progression de 55%. C'est ce qui ressort de l'intervention du secrétaire général du Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (Crepmf), de l'Union monétaire Ouest africaine (Umoa), Ripert Bossoukpé, à l'occasion d'un séminaire bilan le 21 janvier, au Plateau, destiné à jeter un regard rétrospectif sur l'exercice écoulé en se projetant dans l'avenir.

Une rencontre qui a enregistré la présence du directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (Brvm), Edoh Kossi Aménon, des présidents des associations professionnelles du Marché, des acteurs du marché financier. « Vingt nou-



Ripert Bossoukpé, secrétaire général du Crepmf, s'est dit satisfait des résultats enregistrés au cours de l'année écoulée.

veaux acteurs du marché ont été agréés, portant le nombre d'acteurs à 218 et 490 dossiers de demande de cartes professionnelles traités dont 472 délivrés et 10 dossiers rejetés. L'année 2019 a également été marquée par

l'exécution des actions de réformes grâce à l'appui de nos partenaires », s'est satisfait Ripert Bossoukpé. Il a ajouté que les chantiers relatifs à la mise en place d'un cadre réglementaire du capital investissement et l'adoption

d'un dispositif de sanctions des infractions boursières ont connu des avancées significatives. Tout en invitant les acteurs du marché financier régional à développer de nouvelles stratégies, le secrétaire général a souhaité que l'année 2020 soit placée sous le signe de l'investissement de la performance. Pour cette année 2020, le Crepmf entend poursuivre les chantiers en cours. Selon Sassou Hunzunkun, directeur des Emetteurs, un accent sera mis sur le renforcement de la protection des épargnants, l'élargissement de la base des investisseurs à l'étranger, ainsi que la digitalisation du marché primaire. L'autre point fort, cette année, sera le développement de nouveaux produits (obligations vertes, sukuk, project bond), et le financement du secteur privé par le marché de cotation d'au moins deux Pme au 3e compartiment. ■

EMELINE AMANGOUA

Compétitivité des entreprises L'Adci-Parcsi forme des cadres



Les participants à la formation ont montré un réel intérêt pour le sujet. (PH: DR)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel (Parcsi), l'Agence pour le développement et la compétitivité des industries de Côte d'Ivoire (Adci) organise une session de formation autour du thème « Étude économique et financière de nouveaux projets d'investissement et analyse financière des entreprises », du 21 au 24 janvier à Azalai Hôtel.

Financé par la Banque africaine de développement (Bad), à travers le Parcsi dont elle est bailleur, le séminaire est animé par le consultant de Performance Consulting group, Kouadio Amani. La formation vise notamment à développer les compétences des dirigeants et cadres des entreprises en étude ou analyse financière de projets ; amener les dirigeants et cadres des entreprises à appréhender l'importance d'une étude économique et financière dans l'élaboration des projets d'investissement en vue de prendre des décisions motivées quant à leur rentabilité, a déclaré Kouadio Amani, dans son propos introductif. « Le séminaire qui nous réunit aujourd'hui porte sur l'analyse financière des nouveaux investissements au sein des entreprises que nous accompagnons. Il s'agira ici d'apprendre aux participants comment identifier un nouveau projet, comment le structurer et surtout l'analyser au niveau financier pour déterminer les critères de décision et choisir le meilleur projet à mettre en œuvre », a souligné Nestor Kouamé, expert en suivi évaluation du projet Parcsi.

Treize cadres issus d'entreprises qui bénéficient de l'accompagnement technique de l'Adci participent à la formation. Outre l'étude économique et financière de nouveaux projets d'investissement et analyse financière des entreprises, le Parcsi a financé des formations portant sur plusieurs autres thématiques au profit des entreprises qu'il accompagne. « Nous avons plusieurs thèmes dans notre catalogue : le marketing, le management, la projection de la production, la gestion de la maintenance, l'analyse financière, le leadership, les techniques de passation de marchés, la veille stratégique, etc. Cette année, nous comptons ajouter trois ou quatre autres thématiques, selon les besoins de nos participants », a mentionné Nestor Kouamé.

Démarré effectivement en février 2017, le Parcsi est financé par la Bad à hauteur de 9 milliards 400 millions de FCfa. Le bilan de ces quatre ans de mise en œuvre est largement positif : « Nos bénéficiaires sont très contents. Nous avons mené une enquête de satisfaction fin 2018 qui montre que les résultats étaient très intéressants. Aussi bien les participants aux formations que les entreprises bénéficiaires de nos prestations en termes de diagnostic, d'accompagnement qualité, tous ont approuvé tout ce que nous avons fait », s'est réjoui l'expert en suivi évaluation du projet.

Le projet en cours prend fin cette année. Une deuxième phase est souhaitée par les bénéficiaires qui y trouvent un moyen efficace d'améliorer leur compétitivité ■

D. YA

Forum Africa development for Bangui Le Président centrafricain à Abidjan pour présenter le potentiel de son pays

En prélude à l'organisation du forum économique de Bangui dénommé « Forum Africa development (Fad) for Bangui » en mai, une cérémonie de lancement de l'évènement est prévue à Abidjan, le 25 janvier.

Bogui Hodjo William, le commissaire général, a animé une conférence de presse, hier, à son siège à Abidjan, au cours de laquelle il a annoncé l'arrivée, dans la capitale économique ivoirienne, du Président de la République centrafricaine, Faustin Archange Touadera, le 23 janvier. En sa qualité de président du Forum, le Chef de l'État centrafricain, qui sera accompagné par des membres de son gouvernement, présentera, le 25 janvier, sa vision pour le développement de la Centrafrique pour les années à venir et les potentialités économiques de son pays devant les autorités ivoiriennes et les acteurs de développement, notamment le secteur privé, a



Bogui Hodjo William, commissaire général du Forum Africa development (à droite), a exhorté les opérateurs économiques à s'intéresser à la Centrafrique. (PH: DR)

déclaré Bogui Hodjo William. Déchirée par plusieurs années de crise, la République centrafricaine qui a retrouvé le chemin de la paix recèle de réelles opportunités d'affaires. Malheureusement méconnues de la plupart des opérateurs économiques, notamment ivoiriens. Le lancement du Forum Africa de-

veloppement for Bangui sera l'occasion pour les investisseurs de recevoir toutes les informations et les accompagnements dont ils pourraient avoir besoin auprès des organisateurs du Forum. « L'objectif du Forum est de servir de cadre privilégié de rencontres et d'échanges pour mobiliser les investissements en faveur

du développement économique de la Centrafrique (...) De façon plus large, notre objectif est d'amener les Africains, notamment les Ivoiriens, à investir en Afrique, et pas seulement dans leur pays d'origine », a indiqué le commissaire général de la Fad.

Par ailleurs, le Fad qui entre dans le cadre de la promotion des échanges Sud-Sud participe de l'axe stratégique de la reconstruction et de la relance économique de la République centrafricaine et représente un tremplin majeur d'attraction de l'investissement privé, tant national qu'international, selon Bogui Hodjo William.

Outre Abidjan, le Forum sera lancé dans d'autres capitales et métropoles, à savoir Paris, New York (Usa), Dubai, avant la cérémonie d'ouverture à Bangui, en Centrafrique, en mai. ■

DAVID YA

Réhabilitation de la route Thomasset-Agboville

Amedé Kouakou : « Tout avance bien »

Le projet entre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement (Pnd) pour l'étude du renforcement de 4500 km de routes bitumées qui vise la préservation, l'amélioration et l'extension du réseau revêtu.



Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier (au centre) a effectué hier...

tous ceux qui remontent à l'Est », a expliqué le représentant du gouvernement. À l'occasion de ce déplacement, le ministre a invité les populations de la région à « prendre leur mal en patience » car, « très bientôt, elles auront une route en très bon état. Le Chef de l'État a donné des instructions pour que cette route soit réhabilitée assez rapidement ».

Le projet, réalisé par l'entreprise Nse-Ci, devrait s'achever en fin d'année 2020. « Même si les travaux ne sont pas terminés avant la fin de l'année, les populations verront une nette amélioration de la circulation sur cette voie », rassure une fois de plus le ministre. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en

œuvre du Plan national de développement (Pnd) pour l'étude du renforcement de 4500 km de route revêtue qui vise la préservation, l'amélioration et l'extension du réseau routier. Objectif : doter la Côte d'Ivoire d'un réseau routier performant et soutenant la relance économique. C'est dans ce contexte que le gouvernement, à travers le ministère de l'Équipement et de l'Entretien routier, a identifié, dans le cadre du « projet Task-Force », 1714 km de route prioritaire qui ont dépassé leur durée de vie et dont le renforcement s'avère nécessaire afin de maintenir l'efficacité de la compétitivité de l'économie nationale. ■

ANOH KOUAO

En compagnie des premiers responsables de l'Agence de gestion des routes (Ageroute) et du Fonds d'entretien routier (Fer), Amedé Kouakou, ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, a effectué, hier, une visite sur l'axe Thomasset-Agboville (sortie d'Abidjan par Anyama), en cours de réhabilitation. Au terme de ce déplacement de près de deux heures, le représentant du gouvernement rassure les populations : « Nous sommes venus voir les travaux. Tout avance bien. Je pense que dans l'ensemble, tout va bien », s'est félicité le ministre. « Je pense que très bientôt

les populations vont être heureuses parce que le dimensionnement qui est fait, même au bout de 20 ans, si les entretiens sont faits de façon correcte, cette route va résister longtemps parce que c'est un excellent travail qui est fait », a fait remarquer Amedé Kouakou.

Long de 50,5 km, le renforcement de l'axe Thomasset-Agboville (capitale régionale de l'Agnéby Tiassa) a débuté depuis mai 2019. L'objectif étant de contribuer à l'amélioration des conditions de déplacement des populations de la zone du projet en termes de confort et de sécurité, de réduire les coûts et temps de transport. Ce projet de 25 milliards de

FCfa, financé par l'État et qui emploie au moins 200 jeunes ivoiriens, vise également à redynamiser l'économie régionale (riche en ressources forestières, agricoles, etc.) et à favoriser le développement économique et social de la zone d'influence du projet.

« Le péage de Tommasset permet d'aller à l'Est. Si aucun travail n'était fait sur cette voie, cela aurait été incompréhensible. Aujourd'hui, les populations d'Agboville voient que les travaux sont en cours. Nous voudrions les rassurer. C'est pour cela que nous sommes venus constater l'évolution des travaux. Le péage est justifié d'ailleurs. Il n'est pas fait que pour la voie d'Agboville. C'est fait pour



...une visite sur l'axe Thomasset-Agboville pour constater l'évolution des travaux. (PH: DR)

Du 10 Janvier au 10 Février 2020

LES PRIX EN FOLIE

175/65R14
25 000*
TTC

185/65R14
27 000*
TTC

185/65R15
30 000*
TTC

195/65R15
32 000*
TTC

Montage Gratuit
Forfait équilibrage parallélisme : 10 000 FCFA NET TTC

* A partir de, et dans la limite des stocks disponibles. Prix unitaire pour paiement comptant

21 75 78 87 / 21 75 78 88

**TOURISME / 4X4
CAMIONETTE**



CACOMIAF

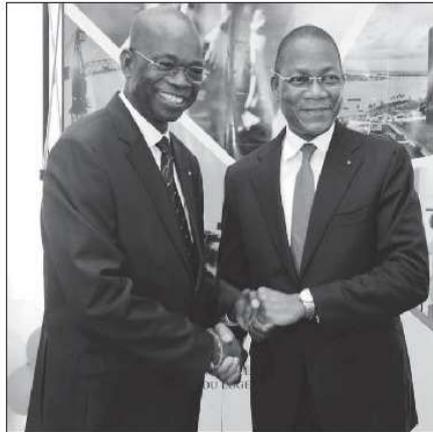
ET BEAUCOUP D'AUTRES DIMENSIONS ENCORE

Construction, logement et urbanisme 2020, année de consolidation des acquis

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme s'est exprimé lors de la cérémonie de présentation des vœux du nouvel an organisée par ses collaborateurs.

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Koné Nabagné, a dévoilé hier au Jardin du Pail au Plateau, les priorités de son département ministériel pour 2020. C'était à la faveur de la cérémonie de présentation des vœux du nouvel an organisée par ses collaborateurs. À l'occasion, Bruno Koné a fait savoir qu'au titre de l'assainissement et de la modernisation du foncier urbain qui constitue le premier des quatre axes stratégiques de son action, les principales actions à mettre en œuvre viseront à poursuivre l'élaboration et faire appliquer les outils de planification urbaine. Mais également à renforcer le cadre juridique et réglementaire du foncier urbain et à faire promulguer le projet de loi portant code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain. Le ministre entend

s'atteler aussi à poursuivre le projet de simplification et de transformation digitale du foncier urbain, à mettre en œuvre la politique de rénovation urbaine, qui s'impose dans les quartiers les plus anciens de la ville d'Abidjan en particulier, et à restructurer les quartiers précaires et procéder au déguerpissement des zones dangereuses ou jugées insalubres. En ce qui concerne la mise en œuvre des réformes et projets de construction, Bruno Koné entend poursuivre la mise en œuvre des réformes du Doing Business concernant le permis de construire. Il s'agira également de travailler à l'opérationnalisation de la plateforme collaborative de contrôle des constructions, de veiller à l'application de l'ensemble des textes encadrant la construction et plus particulièrement de la loi portant code de la construction



Bruno Koné (à droite) a invité ses collaborateurs à s'engager davantage en faveur de l'atteinte des objectifs du ministère. (PH: DR)

et de l'habitat. Mais aussi à poursuivre la construction des édifices publics structurants dans la ville d'Abidjan

et à l'intérieur du pays et à sécuriser le patrimoine appartenant à l'État au niveau national et à l'international.

Production massive de logements sociaux

Pour l'amélioration de l'offre de logements sociaux et économiques sur l'ensemble du territoire national, Bruno Koné aura à engager la réforme institutionnelle du secteur du logement, pour optimiser l'efficacité des outils dédiés aux logements sociaux. Cette année verra également l'accélération des travaux de voiries et réseaux divers (Vrd) primaires pour la production des logements sociaux sur l'ensemble des sites à Abidjan et sa périphérie. Il faudra pour ce faire disposer de ressources pérennes de financement de la politique du logement et renforcer les capacités des acteurs du secteur. Sans oublier le recrutement de promoteurs immobiliers disposant de capacités techniques et financières de production de logements en masse, le développement

d'une offre de logements locatifs et de location-vente et le renforcement de la politique nationale en matière de co-propriété. En 2020, Bruno Koné s'engage à renforcer le cadre de gouvernance des activités du ministère tant au niveau central que des services déconcentrés. Cela passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de recrutement et de renforcement des compétences techniques des agents du ministère. À cela, s'ajoutent la simplification des procédures, ainsi que la réduction des délais à travers la mise en œuvre d'un véritable guichet unique réunissant toutes les compétences intervenant dans la gestion du domaine privé de l'État (Mcu, Cadastre, Conservation foncière) ■

ABOUBAKAR BAMBA



UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS RESULTATS DE L'ÉMISSION DE BONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DU TOGO DU 17 JANVIER 2020

L'Agence UMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le vendredi 17 janvier 2020, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Togo, l'émission de Bons Assimilables du Trésor à trois cent soixante-quatre (364) jours pour un montant de 25 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics du Togo en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 17 janvier 2020, suivant un système d'enchères à taux multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions en (F CFA)	69 134 000 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (F CFA)	27 500 000 000
Dont ONC	ND
Prix Marginal	4,9900%
Prix Moyen Pondéré	4,9516%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	5,21%
Nombre de soumissions	43
Nombre de Participants directs	20
Taux de couverture	276,54%
Taux d'absorption	39,78%

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public du Togo, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 17 janvier 2020

Le Directeur

Adrien DIOUF

BP :4709 Dakar RP-Sénégal
Tél : +221 33 839 10 10
E-mail : agenceumoaTitres@umoaTitres.org
www.umoaTitres.org

Burida

Maurice Bandaman dévoile son plan de sauvetage

Le ministre de la Culture et de la Francophonie a annoncé, lors d'une conférence de presse le 20 janvier au siège du Burida, plusieurs réformes en vue de remettre la maison des artistes de Côte d'Ivoire sur la bonne voie.

Il souffle un vent de changement au Bureau ivoirien du droit d'auteur (Burida) ! Face aux anciens membres du Conseil d'administration de la maison des artistes, aux sociétaires et aux journalistes, le ministre de la Culture et de la Francophonie, Maurice Bandaman, a dévoilé le futur organigramme du Burida au cours d'une conférence de presse organisée le 20 janvier. A en croire le premier responsable de la culture en Côte d'Ivoire,

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
DEPARTEMENT DES SERVICES GENERAUX ET DES ACHATS



DIVISION DES ACHATS INSTITUTIONNELS
E-mail : tender@afdb.org

AVIS D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES OUVERT PRESTATIONS DE SERVICE DE GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE DES BATIMENTS, BIENS ET PERSONNELS AU PROFIT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT A ABIDJAN COTE D'IVOIRE

Appel d'Offres (AO) N°: ADB/RFP/CHGS/2020/0009

1. La Banque Africaine de Développement (Banque) invite, par le présent Appel d'offres, les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres sous pli fermé, **pour les prestations de service de gardiennage et surveillance des bâtiments, biens et personnels au profit de la Banque Africaine à Abidjan Côte d'Ivoire.**
2. Le dossier complet d'appel d'offres est téléchargeable sur le site web de la Banque à l'adresse suivante: <http://www.afdb.org/en/about-us/corporate-procurement/procurement-notice/current-solicitations>. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires en adressant une demande à l'adresse e-mail suivante : tender@afdb.org.
3. Les entreprises éligibles sont invitées à soumettre leur offre en **français**, sous pli scellé en **cinq (05) exemplaires (1 original + 4 copies)** par courrier ou en main propre **au plus tard le 06 février 2020 à 12h00, heure locale Abidjan** à l'adresse ci-dessous en mentionnant clairement la référence de l'Appel d'offres en caractères gras, de façon bien lisible et bien en vue.

Banque Africaine de Développement
Division des Achats Institutionnels
Immeuble Siège de la Banque -- 6, Avenue Joseph Anoma Abidjan-Plateau
Adresse : 01 BP 1387 Abidjan 01 Bureau 17 S22
Appel d'Offres N°: **ADB/RFP/CHGS/2020/0009**
Objet : Prestations de service de gardiennage et surveillance des bâtiments, biens et personnels au profit de la Banque Africaine à Abidjan Côte d'Ivoire.

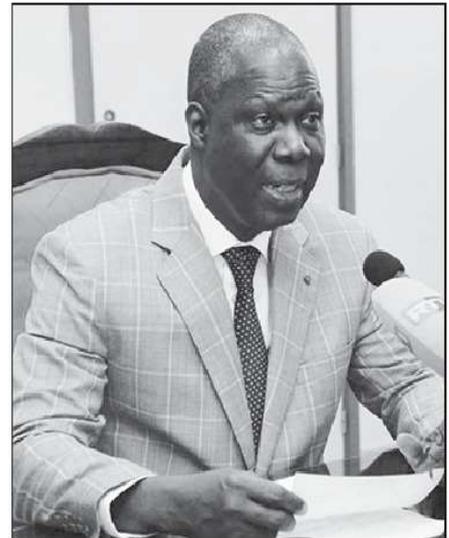
Date limite fixée pour le dépôt des offres : 06 février 2020 à 12h00 (heure locale Abidjan)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Afin de permettre aux soumissionnaires de mieux préparer leurs offres et disposer de toutes les informations nécessaires, une visite des lieux suivie d'une conférence avant la soumission est prévue le **28 janvier 2020 à 9h00**. Les représentants des soumissionnaires potentiels sont invités à se présenter à **08h30mn** devant l'entrée principale de l'immeuble siège située au Plateau.

4. Les offres doivent être valides durant une période de 90 jours suivant la date limite de dépôt des offres.
5. Toute offre soumise en retard sera rejetée.

01 B.P. 1387 Abidjan 01 – Côte d'Ivoire – Tel: (225) 20 26 29 71 – e-mail : tender@afdb.org



Le ministre de la Culture et de la Francophonie.

son département a introduit auprès du Premier ministre une requête pour la consolidation des acquis du Burida, après plusieurs mois de crise. Il s'agit de la nomination par décret du président de la République d'un nouveau directeur général, sur la base de l'article 68 du décret de 2008, d'un nouveau Conseil provisoire de gestion et d'un directeur général adjoint. « J'ai le plaisir aujourd'hui de vous annoncer que la nomination du nouveau directeur général, sur proposition du Premier ministre, vient d'être validée par le Président de la République et un décret de nomination interviendra dans les jours qui viennent. La liste des membres du nouveau Conseil de gestion assurant les fonctions de Conseil d'administration ainsi que la proposition du directeur général adjoint, par nos soins, ont aussi fait l'objet de validation de monsieur le Premier ministre », a-t-il révélé. Maurice Bandaman a aussi fait savoir que les organes de transition pourront donc être

mis en place d'ici fin janvier pour une période de 6 à 12 mois. Puis, il a annoncé avoir également obtenu du Premier ministre l'autorisation de la mise en place d'un comité de mise en œuvre des recommandations du Cabinet Mazars qui a fait l'audit du Burida. « Ce comité de haut niveau sera composé de représentants de l'inspection générale d'Etat, de l'Inspection générale des Finances, du ministère de la Culture et de la Francophonie, de la direction générale du Burida et des administrateurs ». Il a enfin invité les sociétaires à une nouvelle trêve, au renouvellement de la confiance réciproque et à la fraternité. « J'appelle tous les artistes à la sérénité, au calme et à la confiance. (...) Ces organes vont être installés pour le bon fonctionnement du Burida », a-t-il assuré. Le conférencier s'est, par ailleurs, montré très critique envers l'ex Pca du Burida, Séry Sylvain. Ce dernier, a-t-il tranché, n'est plus le président du Conseil d'administration de la maison des artistes ■

BRIGITTE GUIRATHÉ

Budget-programmes

Les contrôleurs financiers se familiarisent avec leur nouveau rôle

À l'initiative du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, s'est ouvert un atelier sur le «*contrôle financier dans la réforme budgétaire*», hier, à Grand-Bassam.

Pendant cinq jours (du 20 au 24 janvier), les contrôleurs financiers vont passer en revue, à Grand-Bassam, tous les textes relatifs à l'accomplissement de leur mission et se les approprier dans le nouveau contexte budgétaire marqué par le basculement du budget de l'État au budget-programmes. Rappelant les enjeux du séminaire, Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, a indiqué que «*tous les acteurs de la gestion budgétaire, notamment les contrôleurs financiers, doivent se familiariser avec leurs nouvelles attributions et nouveaux outils de gestion et prendre la pleine mesure de leur responsabilité et des attentes du pays*».



Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (3e à partir de la gauche), a exhorté les contrôleurs financiers à plus d'effort.

Aussi les a-t-il enjoint de fournir toujours plus d'efforts, au regard des enjeux et des espoirs suscités par la nouvelle réforme de la gestion budgétaire. «*Je vous engage à la qualité de suivi de la per-*

formance des programmes et à une gestion budgétaire toujours plus saine et transparente», a-t-il dit. La Côte d'Ivoire compte 73 contrôleurs financiers. Le gouvernement attend d'eux

«*qu'ils appuient les administrations dans la mise en œuvre du contrôle interne; évaluent régulièrement et améliorent le dispositif de contrôle interne ; allègent progressivement les diffé-*

rents contrôles, au regard de la qualité du contrôle interne; intègrent la dimension performance dans leurs actions ; suivent en temps réel et améliorent l'atteinte des résultats des programmes ; assurent l'État de la disponibilité, de la qualité et de la conservation de toutes les acquisitions matérielles et immatérielles; garantissent encore plus de transparence dans la gestion budgétaire; luttent contre les déperditions de ressources sous toutes leurs formes et assurent la célérité et la qualité dans la gestion budgétaire», selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa),

le budget-programmes est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Pour l'année 2020, il s'élève à 8061 milliards de FCfa, soit une hausse de 9,9% par rapport au budget voté en 2019. Il a été adopté en plénière, le 29 novembre, à la majorité des membres présents de l'Assemblée nationale et le 16 décembre, par les sénateurs. ■

DAVID YA

27^e Congrès de l'Upu à Abidjan en 2020





LA DIRECTION
DU CONTRÔLE
FINANCIER

AFRIKLAND
Hotel
Grand-Bassam

Appui au développement des entreprises Les sollicitations de la Cci-CI se sont accrues en 2019



Faman Touré, président de la Cci-CI (au pupitre), a félicité ses collaborateurs pour leurs efforts qui permettent de faire rayonner l'institution tant sur le plan national qu'international. (PH: DR)

Faman Touré, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-CI), a exprimé, hier, au siège de l'institution au Plateau, toute sa satisfaction pour la « bonne trajectoire » et le rôle de plus en plus « concret » que l'institution consulaire joue dans la promotion du secteur privé ivoirien. C'était à l'occasion de la présentation des vœux du nouvel an du personnel. « La vision de faire de la Chambre de commerce et d'industrie un acteur majeur de l'émergence et de la promotion du secteur privé a pris forme. En effet,

son positionnement comme interlocuteur privilégié du monde économique et des pouvoirs publics, tant sur le plan national qu'international, se précise au fil des années », a-t-il déclaré. Il a aussi relevé les nombreux partenariats que l'institution a noués en 2019 et qui ont permis d'accroître sa capacité d'intervention dans tous les domaines. « Les relations que la Chambre entretient avec l'Afrique et le reste du monde n'ont cessé de se renforcer et de se diversifier, reflétant ainsi notre choix de promouvoir les entreprises ivoiriennes dans l'écosys-

tème mondial », a-t-il commenté. Précisant que depuis décembre 2016, la Cci-CI occupe le poste de président du conseil d'administration de la Maison d'Afrique à Paris. Quant à l'année écoulée, Faman Touré a fait remarquer que les actions de la Cci-CI visaient essentiellement le positionnement du secteur privé sur la scène internationale. D'où la signature de nombreux partenariats au bénéfice des opérateurs économiques ivoiriens ; l'accompagnement de l'État, notamment dans les missions de promotion à l'étranger,

l'organisation de la semaine africaine de l'innovation et du forum Africalia. « Au cours de l'année 2019, les sollicitations des services de notre institution par les opérateurs économiques se sont accrues, en raison de la qualité et de la diversité de nos offres de services », a-t-il indiqué.

Les bons résultats imposent la progression et donc des efforts plus importants. En la matière, la Cci-CI a de grands défis cette année. « Le premier défi, c'est d'augmenter rapidement nos ressources par la réalisation d'infrastructures, notamment le projet de construction d'un immeuble R+2 à Treichville Belleville et d'un immeuble R+5 à l'Indénié, le projet de création d'un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration qui sera réalisé avec l'appui de la Chambre de Bordeaux et l'ouverture du pôle de développement des entreprises à Bouaké », a annoncé Faman Touré. Soulignant que d'autres projets verront bientôt le jour à San Pedro et Noé, à savoir la construction de ponts-bascules et d'entrepôts.

FAUSTIN ÉHOUMAN

Le vice-directeur général de l'Upu en visite de travail à Abidjan



Pascal-Thierry Clivaz, vice-directeur général du bureau international de l'Union postale universelle est venu s'assurer que les préparatifs vont bon train. (PH : DR)

L'approche du 27^e Congrès de l'Union postale universelle (Upu) à Abidjan approche à grands pas. Il faut s'assurer d'ores et déjà du parfait déroulement des préparatifs, afin que ce rendez-vous du mois d'août 2020, précisément du 10 au 28, soit un grand succès. C'est l'objectif de la visite de travail de quatre jours sur les bords de la lagune Ébrié qu'effectue le vice-directeur général du bureau international de l'Upu, Pascal-Thierry Clivaz à partir d'aujourd'hui. L'émissaire de l'Upu, à la tête d'une délégation de six hauts cadres de l'institution, aura une séance de travail avec les équipes or-

ganisationnelles du congrès, à savoir le comité scientifique, le secrétariat permanent à l'organisation avec tous ses démembrements. L'idée, c'est de travailler en sorte que les préparatifs avancent dans le bon timing. A son agenda, Pascal-Thierry Clivaz doit rencontrer des personnalités ivoiriennes de haut niveau, notamment le vice-président Daniel Kablan Duncan, président du comité national d'orientation et d'impulsion du congrès d'Abidjan, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo. ■

F. ÉHOUMAN

Regard

New relationship

Avant même l'ouverture du sommet, ils étaient nombreux les observateurs à dire que "Londres prépare l'après Brexit". Mais, hier à l'Intercontinental, lieu où s'est déroulé le premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement, nous avons heureusement vu et entendu autre chose. Que Londres prépare ou pas l'après Brexit, les pays africains, que ce soit ou non la tasse de thé des uns et des autres, viennent de gagner un nouveau partenaire: le Royaume-Uni qui regroupe l'Angleterre, l'Irlande du nord, l'Écosse et le Pays de Galles. Libre donc à tous ceux qui le veulent de penser que le Royaume-Uni prépare l'après Brexit, l'Afrique et lui ont inauguré un "new relationship", c'est-à-dire un nouveau partenariat. Il s'agit de renforcement de liens, d'échanges d'idées, de mutualisation des efforts pour un monde meilleur. Le Royaume-Uni parle de prospérité partagée. Il parle aussi d'aller plus

ÉTIENNE ABOUA

loin dans la coopération. Passer de l'étape de bons amis, d'alliés à une autre qui permet d'entrer dans une nouvelle ère marquée par de nombreux échanges à tous les niveaux. Dans le secteur de l'éducation, qui ne connaît pas le Royaume-Uni pour ses universités prestigieuses : Oxford, Cambridge, université d'Edimbourg, de Manchester et autres? Concernant le financement des projets, le Premier ministre Boris Johnson ouvre tous les robinets aux Africains. Ils peuvent compter sur la solidité des banques anglaises et sur la Bourse de Londres pour la levée des fonds nécessaires à leur développement. Dans cette nouvelle ère de coopération, le Royaume-Uni reverra les procédures d'immigration. Il placera l'homme avant le passeport. L'offre est alléchante, surtout qu'elle se fera dans le respect mutuel. Les dirigeants africains doivent saisir, comme nous le disions hier, cette main tendue pour poursuivre le développement de l'Afrique. Il faut pouvoir tirer le maximum de tout ce frémissement autour de l'Afrique, ce continent en plein essor, cette terre d'avenir. Saluons donc ce new relationship qui permettra de relever les défis dans ce monde semblable à une course d'obstacles.

Coopération

Le Royaume-Uni et l'Afrique ouvrent une nouvelle page de leur relation

Le premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement s'est tenu hier, à Londres, en présence du Chef de l'État, Alassane Ouattara.



De nombreux Chefs d'État et de gouvernement ont effectué le déplacement à Londres. (PHOTO : PRÉSIDENTE)

Cérémonie en deux phases à laquelle a pris part, hier à Londres, le Président Alassane Ouattara. La première phase était celle des allocutions. Celle du Premier ministre britannique, Boris Johnson et celle du Président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi, en sa qualité de président en exercice des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Cette rencontre, a fait savoir le Premier ministre anglais, était attendu depuis, beaucoup de pays africains ayant de l'affection pour le Royaume-Uni. Pour lui, cette perception est bonne, mais il faut aller au-delà. Ne pas seulement voir dans le Royaume-Uni, "ce bon ami, cet allié sûr", mais le voir aussi comme un partenaire avec qui l'on peut "faire beaucoup de choses". Il faut voir, a-t-il ajouté, le "Royaume-Uni comme le partenaire le plus sûr". "Des gens viennent vous voir pour vous faire des offres. Mais le Royaume-Uni est la meilleure alternative si vous êtes ambitieux", a-t-il

dit. Boris Johnson a relevé que son pays dispose d'un système bancaire solide, d'une bourse des marchés puissante sur laquelle l'on peut lever des milliards de capitaux en toutes sortes de devises. Le Premier ministre britannique veut que les relations commerciales, c'est vrai, consistantes (+14% de hausse pour les échanges entre 2018 et 2019, +7% pour les investissements), soient renforcées. Dans le domaine de l'agriculture, des services et tout secteur qui peut permettre d'apporter de la richesse. A l'en croire, l'offre du Royaume-Uni est multiforme. Outre les aspects économiques, il a évoqué la coopération relativement à l'éducation. Il a rappelé que son pays participe à l'éducation de nombreux dirigeants du monde, le nouvel empereur du Japon, Naruhito, par exemple. C'est de notoriété, le Royaume-Uni dispose de grandes universités. On peut citer l'université d'Oxford située dans la ville du même nom, à 90 km au nord-ouest de Londres, dans le comté d'Oxfordshire, dans l'An-

gleterre du Sud-Est, l'une des plus prestigieuses universités sur le plan mondial. Elle est également la plus ancienne université britannique. On peut aussi citer l'université de Cambridge (en anglais University of Cambridge) en Angleterre. Fondée en 1209 et dotée du statut de charte royale par le roi Henri III d'Angleterre en 1231, Cambridge est la deuxième plus ancienne université du monde anglophone. Elle est née d'une association de chercheurs qui ont quitté l'université d'Oxford, après un conflit avec les habitants de la ville. Ces deux institutions partagent de nombreuses caractéristiques et sont souvent appelées conjointement « Oxbridge ». Le Premier ministre anglais a annoncé que les portes de ces prestigieuses universités sont ouvertes à ses partenaires. Les bourses en faveur de l'Afrique seront revues à la hausse pour permettre aux jeunes Africains de mieux se former, afin d'apporter leur pierre à la construction de leur continent. En matière d'éducation, Boris John-

son a tenu à préciser que "le Royaume-Uni est en situation de monopole". Il a aussi évoqué la question de l'immigration, pas pour stigmatiser les Africains, mais pour annoncer que le système sera revu. Ce sera un système plus juste. Dans celui-ci, il compte mettre "les gens avant les passeports". Il s'est aussi prononcé sur la présence d'autres puissances sur le continent africain. En s'appuyant sur un proverbe africain qui dit que "les cinq doigts de la main n'ont pas la même longueur", il a vanté l'expertise britannique. "Tous les pays ne sont pas les mêmes", a-t-il dit. "Nous avons une expertise avérée dans le domaine de l'énergie". Il a assuré que son pays s'engage dans la lutte contre le changement climatique. C'est pourquoi le Royaume-Uni, a-t-il ajouté, ne financera pas des projets énergétiques à base de charbon. Il a annoncé que la prochaine édition de la Cop se tiendra dans son pays. Et a appelé les dirigeants africains à bâtir un partenariat plus fort. Pour lui, l'Afrique est le continent de l'avenir.

La seconde allocution était celle du Président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi. En sa qualité de président en exercice de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, il a salué la tenue de ce sommet. Il a fait savoir que l'Afrique apprécie l'initiative du Royaume-Uni. Selon lui, c'est un appui qui permettra d'atteindre les objectifs du développement. Il souhaite donc que les échanges s'intensifient. Pour le Président égyptien, l'Afrique et le Royaume-Uni doivent continuer à travailler ensemble pour relever tous les défis. Il a demandé un plus grand soutien au secteur privé, moteur du développement. Pour lui, il faut mettre tout en œuvre en vue de régler le déficit commercial. Cette union doit être, selon lui, celle des échanges des idées. La seconde phase de ce premier sommet était celle des panels. Des Chefs d'État, des présidents d'institution et d'autres experts ont partagé leurs expériences.

ÉTIENNE ABOUA
ENVOYÉ SPÉCIAL À
LONDRES

• Le Chef de l'État partage l'expérience ivoirienne en matière de développement

La seconde phase du premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement était celle des panels. Le Président Alassane Ouattara, qui avait avec lui le Président mozambicain Filipe Jacinto Nyusi et le Premier ministre mauricien Pravind Kumar Jugnauth, a partagé l'expérience ivoirienne en matière de développement. Parlant de sa politique, il a indiqué qu'un accent particulier a été mis sur le secteur privé, moteur de croissance: "Dans le programme d'investissement depuis 2012, nous avons réussi à faire en sorte que 60% des investissements soient faits par le secteur privé. Les investissements directs ont été très importants." Il a fait remarquer à l'auditoire que l'embellie de la Côte d'Ivoire n'était pas donnée: "Nous avons hérité d'un pays qui sortait d'une crise post-électorale qui a fait 3000 morts, avec destruction d'infrastructures, absence d'administration et donc d'une situation économique catastrophique. Nous avons travaillé à remettre les choses sur pied." Il a ajouté qu'avec son équipe, il s'est attelé à améliorer la sécurité.



Le Chef de l'État a animé un panel, avec à ses côtés le Président mozambicain Filipe Jacinto Nyusi (à gauche) et le Premier ministre mauricien Pravind Kumar Jugnauth. (PHOTOS : PRÉSIDENTICE)

"Abidjan a le même indice de sécurité que Londres", a-t-il dit. Il a aussi travaillé à ramener la paix par le processus de réconciliation des Ivoiriens mis sur pied dès 2011, à améliorer le climat des affaires pour permettre l'éclosion du secteur privé. "Je suis heureux de dire que lorsqu'on prend les chiffres de la Banque mondiale, le World doing business, nous

avons près de 50 points d'amélioration. Lorsqu'on prend l'indice Mo Ibrahim, on peut noter que depuis six ans, nous sommes le pays qui a la meilleure performance", a-t-il fait savoir. Il a souligné que la Côte d'Ivoire a fait un bond prodigieux, avec un taux de croissance extraordinaire de 8% par an en moyenne depuis 2012 "Il y a des années où nous avons at-

teint 10%. Certaines, 7%, mais jamais moins", a-t-il relevé. Il a annoncé qu'à la fin de l'année, la Côte d'Ivoire doublera son produit intérieur brut. "Nous aurons augmenté de plus de 50% le revenu par tête d'habitant!", a dit le Chef de l'État. Il ajouté que le taux de pauvreté est en baisse. De 50%, on est descendu aujourd'hui à 35%. Il a révélé, au cours

de ce panel, que la situation de la Côte d'Ivoire est florissante. Le taux d'inflation est de moins de 2%. Le ratio de la dette sur le Pib est de 48%. Un taux intéressant, à l'en croire, par rapport à de nombreux pays dans le monde. Pour le Président Ouattara, la Côte d'Ivoire poursuivra sur cette lancée. Interrogé sur la formation, il a fait savoir qu'en Côte d'Ivoire,

il y a, depuis 2012, l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Avec son équipe, il a développé toute une série de lycées et d'écoles de formation technique, notamment dans les nouvelles technologies, le tourisme. Pour lui l'avenir, c'est une jeunesse bien formée qui refuse de se jeter dans la Méditerranée ou de prendre le chemin du Sahara. Il a aussi fait savoir que son ambition, c'est d'avoir dix universités en Côte d'Ivoire dans les années à venir. Pour lui, pour que tout marche bien, il faut une stratégie de développement, d'attraction des investissements privés et de répartition des ressources dans les meilleurs secteurs. Il a partagé avec l'auditoire l'expérience du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci). Ce fonds permet aussi bien aux femmes du milieu rural qu'urbain d'entreprendre des activités. Alassane Ouattara a appelé les institutions multilatérales et les pays, notamment le Royaume-Uni, à apporter leur soutien à la Côte d'Ivoire pour l'autonomisation des femmes. Pour conclure, il a soutenu que la Côte d'Ivoire est un pays qui a fait des efforts.

ÉTIENNE ABOUA

• Ouattara et Boris Johnson ont échangé hier

Le Chef de l'État Alassane Ouattara et le Premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson ont échangé, hier en marge du sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement. Au cours de cette audience, le Premier ministre britannique a salué et félicité le Chef de l'État pour la croissance de la Côte d'Ivoire, l'une des plus dynamiques du continent africain. Celle-ci, signons-le, est de l'ordre de 8% depuis 2012. Ils ont évoqué les modalités et les secteurs dans lesquels les deux pays pourraient pousser plus loin leur collaboration. Dans cette optique, les deux hommes d'État ont envisagé la signature d'un accord bilatéral pour renforcer leur coopération. Le Président Ouattara et le Premier mi-

nistre britannique ont également abordé la question de la délivrance des visas (Aujourd'hui, lorsque vous devez vous rendre au Royaume-Uni, il faut aller jusqu'au Ghana pour la procédure de demande de visa). Il a été aussi question, lors de leurs échanges, des énergies renouvelables. Le Royaume-Uni est disposé à travailler avec la Côte d'Ivoire sur la question. Les deux pays ont une longue tradition d'amitié. L'agence britannique, la Commonwealth development corporation (Cdc), est présente en Côte d'Ivoire. Elle est même restée au plus fort de la guerre. Elle a investi dans une certaine d'entreprises dans cette partie du continent, dont des groupes hôteliers et des institutions financières.

E. ABOUA



Le Chef de l'État et le Premier ministre britannique ont parlé de coopération bilatérale.

Budget-programmes

Les contrôleurs financiers se familiarisent avec leur nouveau rôle

À l'initiative du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, s'est ouvert un atelier sur le «contrôle financier dans la réforme budgétaire», hier, à Grand-Bassam.

Pendant cinq jours (du 20 au 24 janvier), les contrôleurs financiers vont passer en revue, à Grand-Bassam, tous les textes relatifs à l'accomplissement de leur mission et se les approprier dans le nouveau contexte budgétaire marqué par le basculement du budget de l'État au budget-programmes. Rappelant les enjeux du séminaire, Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, a indiqué que «tous les acteurs de la gestion budgétaire, notamment les contrôleurs financiers, doivent se familiariser avec leurs nouvelles attributions et nouveaux outils de gestion et prendre la pleine mesure de leur responsabilité et des attentes du pays».



Adama Sall, directeur de cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État (3e à partir de la gauche), a exhorté les contrôleurs financiers à plus d'effort.

Aussi les a-t-il enjoins de fournir toujours plus d'efforts, au regard des enjeux et des espoirs suscités par la nouvelle réforme de la gestion budgétaire. «Je vous engage à la qualité de suivi de la per-

formance des programmes et à une gestion budgétaire toujours plus saine et transparente», a-t-il dit. La Côte d'Ivoire compte 73 contrôleurs financiers. Le gouvernement attend d'eux

«qu'ils appuient les administrations dans la mise en œuvre du contrôle interne; évaluent régulièrement et améliorent le dispositif de contrôle interne; allègent progressivement les diffé-

rents contrôles, au regard de la qualité du contrôle interne; intègrent la dimension performance dans leurs actions; suivent en temps réel et améliorent l'atteinte des résultats des programmes; assurent l'État de la disponibilité, de la qualité et de la conservation de toutes les acquisitions matérielles et immatérielles; garantissent encore plus de transparence dans la gestion budgétaire; luttent contre les déperditions de ressources sous toutes leurs formes et assurent la célérité et la qualité dans la gestion budgétaire», selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa),

le budget-programmes est un mode de gestion des finances publiques avec pour objectif d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires, de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Pour l'année 2020, il s'élève à 8061 milliards de FCfa, soit une hausse de 9,9% par rapport au budget voté en 2019. Il a été adopté en plénière, le 29 novembre, selon N'Da Kacou Joseph Ange, directeur du Contrôle financier. Initié par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), par les sénateurs. ■

DAVID YA

Appui au développement des entreprises

Les sollicitations de la Cci-Ci se sont accrues en 2019



Faman Touré, président de la Cci-Ci (au pupitre), a félicité ses collaborateurs pour leurs efforts qui permettent de faire rayonner l'institution tant sur le plan national qu'international. (PH: DR)

Faman Touré, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci), a exprimé, hier, au siège de l'institution au Plateau, toute sa satisfaction pour la «bonne trajectoire» et le rôle de plus en plus «concret» que l'institution consulaire joue dans la promotion du secteur privé ivoirien. C'était à l'occasion de la présentation des vœux du nouvel an du personnel. «La vision de faire de la Chambre de commerce et d'industrie un acteur majeur de l'émergence et de la promotion du secteur privé a pris forme. En effet,

son positionnement comme interlocuteur privilégié du monde économique et des pouvoirs publics, tant sur le plan national qu'international, se précise au fil des années», a-t-il déclaré. Il a aussi relevé les nombreux partenariats que l'institution a noués en 2019 et qui ont permis d'accroître sa capacité d'intervention dans tous les domaines. «Les relations que la Chambre entretient avec l'Afrique et le reste du monde n'ont cessé de se renforcer et de se diversifier, reflétant ainsi notre choix de promouvoir les entreprises ivoiriennes dans l'écosys-

tème mondial», a-t-il commenté. Présant que depuis décembre 2016, la Cci-Ci occupe le poste de président du conseil d'administration de la Maison d'Afrique à Paris. Quant à l'année écoulée, Faman Touré a fait remarquer que les actions de la Cci-Ci visaient essentiellement le positionnement du secteur privé sur la scène internationale. D'où la signature de nombreux partenariats au bénéfice des opérateurs économiques ivoiriens; l'accompagnement de l'État, notamment dans les missions de promotion à l'étranger,

l'organisation de la semaine africaine de l'innovation et du forum Africaalia. «Au cours de l'année 2019, les sollicitations des services de notre institution par les opérateurs économiques se sont accrues, en raison de la qualité et de la diversité de nos offres de services», a-t-il indiqué.

Les bons résultats imposent la progression et donc des efforts plus importants. En la matière, la Cci-Ci a de grands défis cette année. «Le premier défi, c'est d'augmenter rapidement nos ressources par la réalisation d'infrastructures, notamment le projet de construction d'un immeuble R+2 à Treichville Belleville et d'un immeuble R+5 à l'Indénié, le projet de création d'un centre de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration qui sera réalisé avec l'appui de la Chambre de Bordeaux et l'ouverture du pôle de développement des entreprises à Bouaké», a annoncé Faman Touré. Soulignant que d'autres projets verront bientôt le jour à San Pedro et Noé, à savoir la construction de ponts-bascules et d'entrepôts. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

27^e Congrès de l'Upu à Abidjan en 2020
Le vice-directeur général de l'Upu en visite de travail à Abidjan



Pascal-Thierry Clivaz, vice-directeur général du bureau international de l'Union postale universelle est venu s'assurer que les préparatifs vont bon train. (PH: DR)

L'échéance du 27^e Congrès de l'Union postale universelle (Upu) à Abidjan approche à grands pas. Il faut s'assurer d'ores et déjà du parfait déroulement des préparatifs, afin que ce rendez-vous du mois d'août 2020, précisément du 10 au 28, soit un grand succès. C'est l'objectif de la visite de travail de quatre jours sur les bords de la lagune Ebrié qu'effectue le vice-directeur général du bureau international de l'Upu, Pascal-Thierry Clivaz, à partir d'aujourd'hui. L'émissaire de l'Upu, à la tête d'une délégation de six hauts cadres de l'institution, aura une séance de travail avec les équipes or-

ganisationnelles du congrès, à savoir le comité scientifique, le secrétariat permanent à l'organisation avec tous ses démembrements. L'idée, c'est de travailler en sorte que les préparatifs avancent dans le bon timing. A son agenda, Pascal-Thierry Clivaz doit rencontrer des personnalités ivoiriennes de haut niveau, notamment le vice-Président Daniel Kablan Duncan, président du comité national d'orientation et d'impulsion du congrès d'Abidjan, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo. ■

F. ÉHOUMAN

Jeu de hasard La Lonaci vise 257 milliards de FCfa de chiffre d'affaires en 2020



Dramane Coulibaly, directeur général de la Lonaci.

La Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci) vise en cette année 2020, un chiffre d'affaires de 257 milliards FCfa. Le directeur général, Dramane Coulibaly, a fait cette annonce le 17 janvier dernier, à la Bourse du travail de Treichville, au cours de la convention de rentrée commerciale de ladite entreprise. Laquelle s'inscrit dans le cadre des festivités marquant le 50e anniversaire de la Lonaci. Autour du thème : « Ensemble, relevons les défis de l'innovation et de la

responsabilité sociétale ». A cette occasion, Dramane Coulibaly, a félicité les délégués commerciaux, les vendeurs, les concessionnaires, pour le travail abattu en 2019 qui a permis d'obtenir des résultats positifs. « Votre courage, votre ténacité et votre engagement à nos côtés ont permis à la Lonaci d'atteindre et de dépasser les objectifs fixés en 2019. Je sais que je peux compter sur vous pour les atteindre, voire les dépasser. Merci pour votre mobilisation et votre adhésion à ma vision et ma politique managériale qui a permis tous ces résultats », a affirmé le Dg. Avant de les inviter à ne pas perdre de vue la mission essentielle de l'entreprise citoyenne, à savoir œuvrer au bien-être des populations à travers l'organisation des Jeux de hasard. Honoré Tra, président de la mutuelle des concessionnaires de la Lonaci, s'est penché sur la prise en charge sociale et la rémunération des travailleurs. Face à toutes ces doléances, le Directeur général a dit prendre bonne note. ■

ÉMELINE AMANGOUA

Salon international pour valoriser les innovations La filière cosmétique en attraction au mois d'avril

Abidjan accueille, du 17 au 19 avril, au Palais de la culture Bernard Dadié de Treichville, le premier Salon international des innovations dans la filière cosmétique, dénommé Cosmetik'A Expo. L'événement a été officiellement lancé, le 18 janvier, à l'hôtel Azalaï à Marcory, par le commissariat général de l'événement dirigé par Ulrich Kouakou. Ce seront trois jours de visibilité offerts aux 50 exposants annoncés qui en profiteront pour présenter leurs dernières découvertes en termes de produits et services aux 10 000 visiteurs attendus. Des entreprises industrielles, structures de recherche et développement, distributeurs, revendeurs, grossistes, centres de soins, salons de beauté, spa, parfumerie, universitaires et producteurs de ma-

tières premières prendront part au salon. L'industrie cosmétique en Afrique de l'Ouest, à en croire Ulrich Kouakou, c'est plus de 7000 milliards de F Cfa. Mais il n'existait jusque-là aucune plateforme pour permettre aux acteurs de discuter sur des sujets allant dans le sens du développement de la filière. Cosmetik'A Expo qui se veut un rendez-vous annuel, permettra de réunir les acteurs de la filière et les décideurs autour de thématiques diverses et d'actualité ou à venir afin de solidifier les bases de l'industrie cosmétique. Des rencontres B to B et B to G (rencontres entreprises et gouvernements) entre hommes d'affaires, revendeurs, concepteurs de start-up et les institutions publiques sont au menu de la rencontre ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENAISSANCE DES INFRASTRUCTURES DE CÔTE D'IVOIRE-FINANCEMENT ADDITIONNEL (PRICI-FA)



MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER



PRICI
DON 834 4 10900-CI

RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU DE DRAINAGE DU BASSIN VERSANT DE M'POUTO DANS LA COMMUNE DE COCODY (VILLE D'ABIDJAN)

Objet du marché : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RESEAU DE DRAINAGE DU BASSIN VERSANT DE M'POUTO DANS LA COMMUNE DE COCODY (VILLE D'ABIDJAN)
Durée du contrat : 12 mois

1. **Attributaire :**

Nom	GROUPEMENT CENTRO / EL AMEN
Adresse (Représentant Légal)	BP 20744 LOME TEL : (+228) 22 22 56 83
Prix de l'offre (lu publiquement)	3 571 477 925 F CFA HT
Prix de l'offre après évaluation	3 571 477 925 F CFA HT
Prix de l'offre après remise	3 392 904 029 F CFA HT
Prix du contrat	3 392 904 029 F CFA HT

2. **Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

Nom des soumissionnaires	Adresses	Prix lus publiquement en FCFA HT	Prix évalués de l'offre en FCFA HT	Rang
SCM	Tel : (+225) 22 41 49 25 Cocody II Plateaux - Abidjan 19 BP 1300 Abidjan 19 info@scm-ci.com	3 216 832 300	3 345 201 000	1 ^{er}
GroupeMENT CENTRO SA/EL AMEN	Tel : (+228) 22 22 56 86 Tokoin - Doumassesse BP 20744 Lomé - Togo info@centro-fo.go.com centro.elamen@gmail.com	3 571 477 925	3 571 477 925	2 ^e
SONITRA	Tel : (+225) 20 30 58 58 Route Abobo gare 01 BP 2809 Abidjan 01 sonitra@sonitra-sbi.ci.com skollunoff@gmail.com	3 448 611 300	3 427 612 300	3 ^e
CGC-CI	Tel : (+225) 22 54 38 74/07 01 97 84 2 Plateaux - Abidjan Rue K123 SIDECL - Villa N°5 cgcci.abj@gmail.com	4 184 184 600	4 184 184 600	4 ^e
SGTIS SARL	Tel : (+216) 71 409 780/71 409 878 Avenue Ben Arous Lot 60-Mghira1 2082 Fouchana - Tunisie sgt@hexabyte.tn	4 248 599 300	4 581 736 500	5 ^e
GroupeMENT FRANZETTI/BANIBAH	Tel : (+225) 21 36 22 15/21 36 13 68 Koumassi rue Nicot - Abidjan 01 BP 1724 Abidjan 01 contact@franzetti-ci.com fz.ci@avisio.ci	4 581 736 500	4 581 736 500	6 ^e
ECOBA-CI	Tel : (+225) 67 99 72 90/22 49 49 64 Rivière - Bonoumin (Abidjan) 16 BP 1949 Abidjan 16 info@ecobaci.com	2 872 173 928	11 188 493 300	7 ^e

3. **Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées et non retenues**

Nom des soumissionnaires	Adresses	Motifs du rejet
SCM	Tel : (+225) 22 41 49 25 Cocody II Plateaux - Abidjan 19 BP 1300 Abidjan 19 info@scm-ci.com	- Ne satisfait pas au critère d'expérience spécifique - Ne satisfait pas aux exigences de matériels
SONITRA	Tel : (+225) 20 30 58 58 Route Abobo gare 01 BP 2809 Abidjan 01 sonitra@sonitra-sbi.ci.com skollunoff@gmail.com	Montant élevé, offre non analysée
CGC-CI	Tel : (+225) 22 54 38 74/07 01 97 84 2 Plateaux - Abidjan Rue K123 SIDECL - Villa N°5 cgcci.abj@gmail.com	Montant élevé, offre non analysée
SGTIS SARL	Tel : (+216) 71 409 780/71 409 878 Avenue Ben Arous Lot 60-Mghira1 2082 Fouchana - Tunisie sgt@hexabyte.tn	Montant élevé, offre non analysée
GroupeMENT FRANZETTI/BANIBAH	Tel : (+225) 21 36 22 15/21 36 13 68 Koumassi rue Nicot - Abidjan 01 BP 1724 Abidjan 01 contact@franzetti-ci.com fz.ci@avisio.ci	Montant élevé, offre non analysée
ECOBA-CI	Tel : (+225) 67 99 72 90/224949 64 Rivière - Bonoumin (Abidjan) 16 BP 1949 Abidjan 16 info@ecobaci.com	Montant élevé, offre non analysée

4. **Soumissionnaires dont les offres ont été rejetées**

A l'issue de l'examen préliminaire, aucune offre n'a été rejetée.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter

Cellule de Coordination du Projet de Renaissance des Infrastructures de Côte d'Ivoire-Financement Additionnel (PRICI-FA)
 sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
 Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
 Numéro Tél : (225) 22409090/91 - Fax : (225) 22 41 35 59